

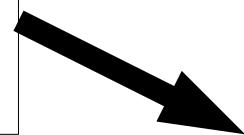
CRISE ET FIN DE LA DEMOCRATIE

CHILI 1970-1973

Pour commencer.....

<https://www.arte.tv/fr/videos/108458-003-A/le-dessous-des-cartes/>

Élection de Salvador Allende
Octobre 1970
Programme socialiste
Coalition gauche+centre gauche

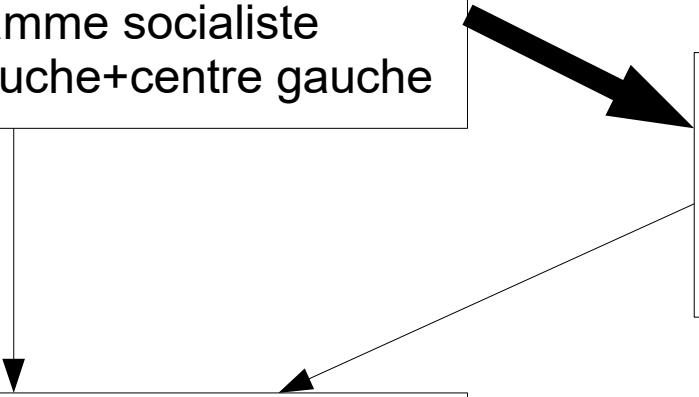


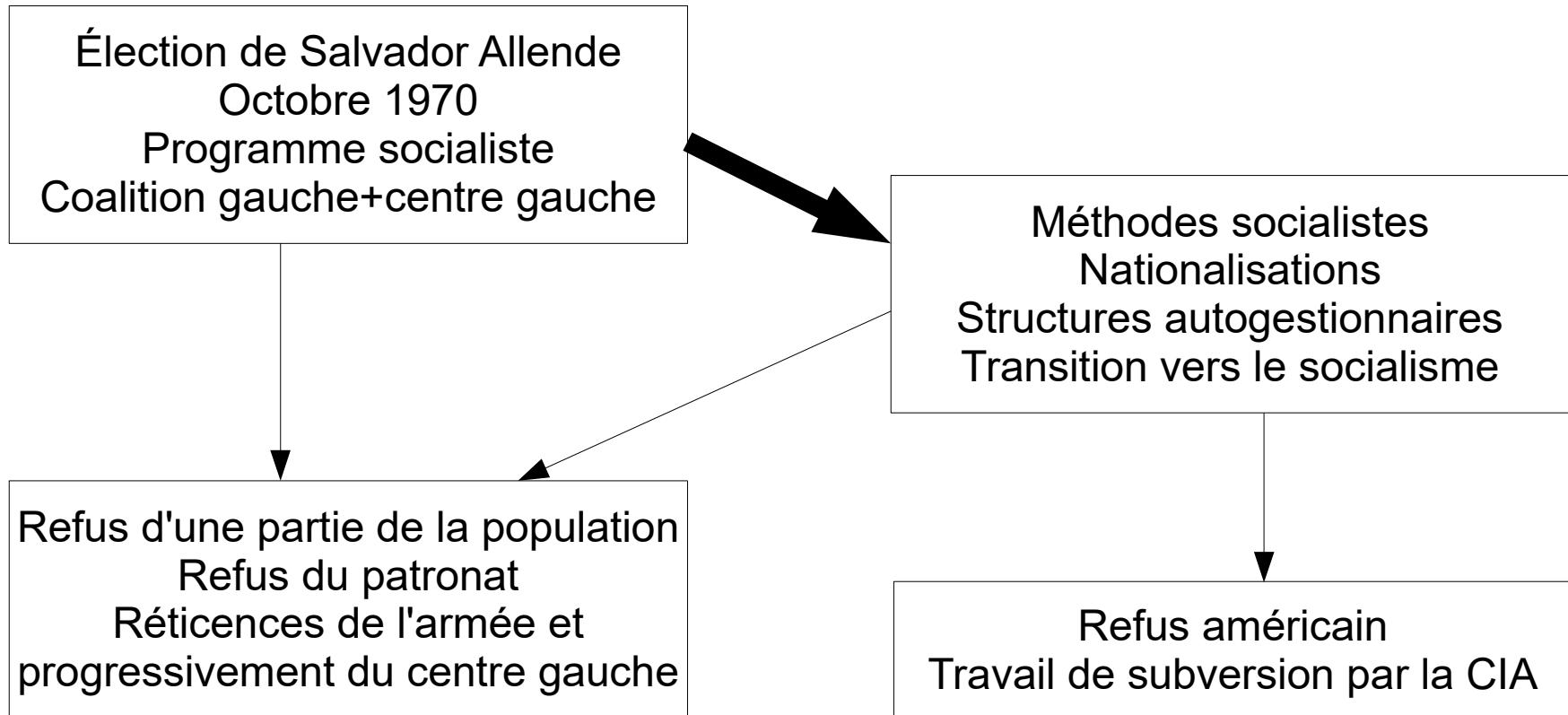
Méthodes socialistes
Nationalisations
Structures autogestionnaires
Transition vers le socialisme

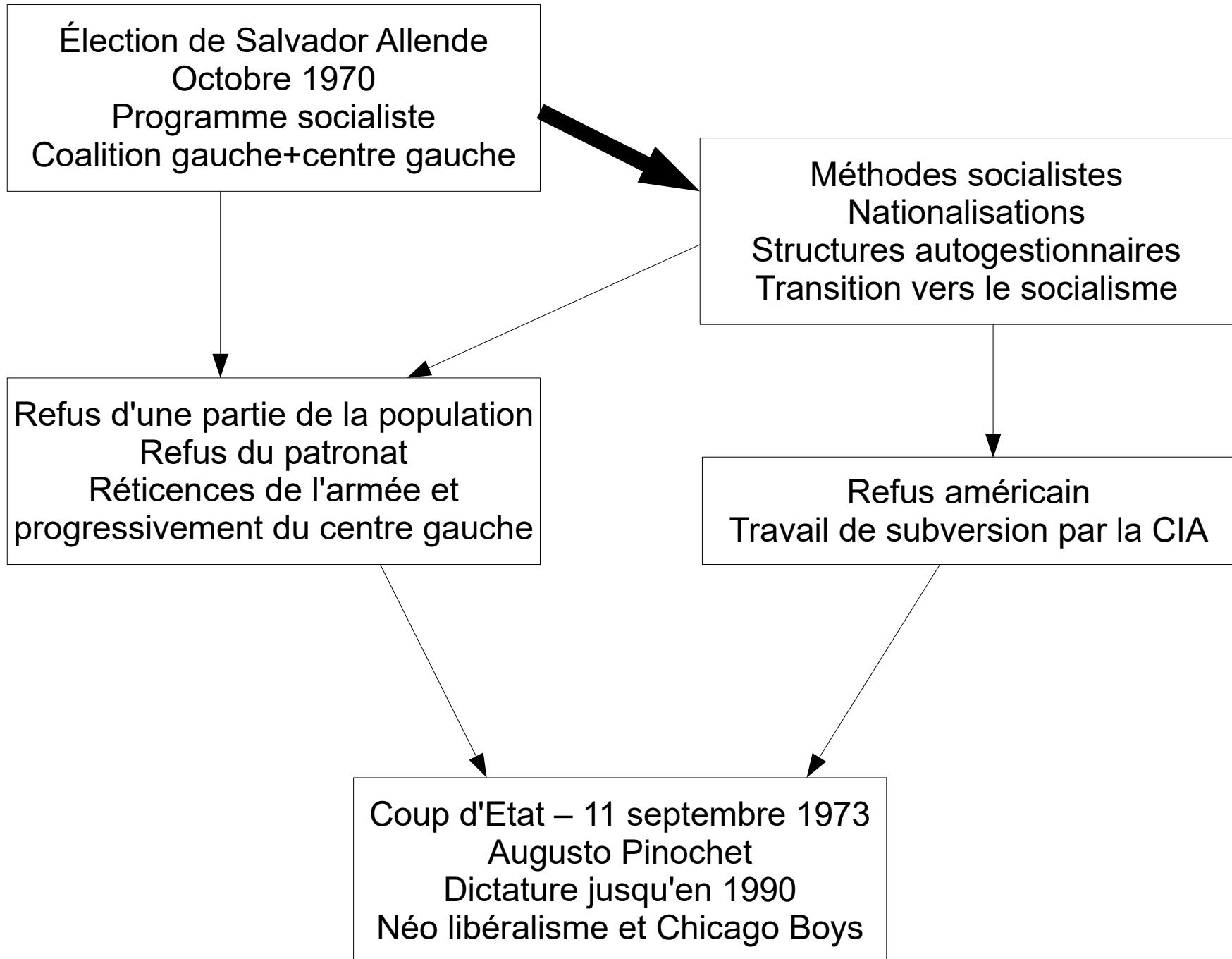
Élection de Salvador Allende
Octobre 1970
Programme socialiste
Coalition gauche+centre gauche

Méthodes socialistes
Nationalisations
Structures autogestionnaires
Transition vers le socialisme

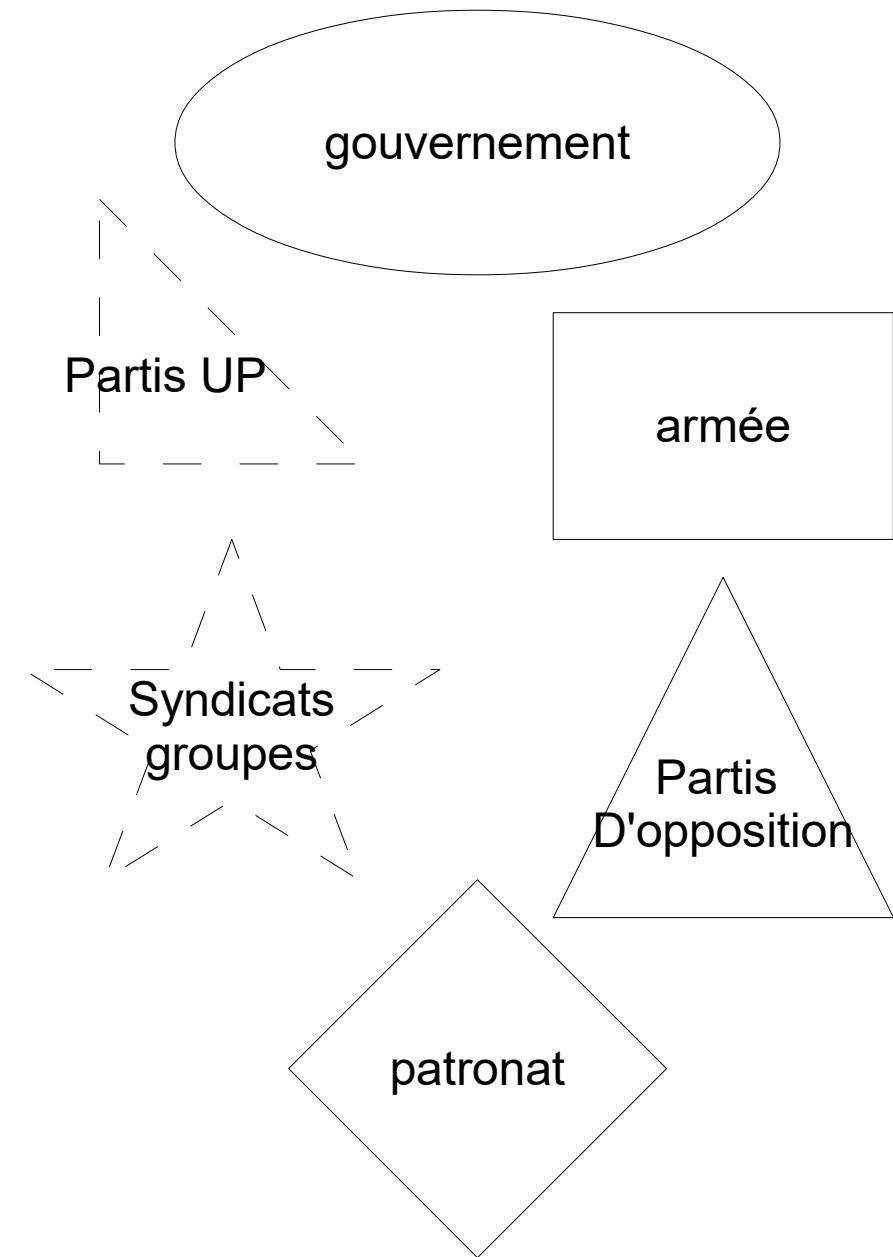
Refus d'une partie de la population
Refus du patronat
Réticences de l'armée et
progressivement du centre gauche







Septembre-novembre 1970	Allende président du Chili. Instauration du gouvernement d'Unité populaire.
11 juillet 1971	La nationalisation des mines de cuivre suscite l'enthousiasme populaire.
13 août 1971	Sanctions financières des États-Unis contre le Chili.
1 ^{er} décembre 1971	« Marche des casseroles vides » organisée par la bourgeoisie contre Allende.
21 mars 1972	Le <i>Washington Post</i> dénonce un projet de coup d'État par la CIA au Chili.
Août 1972	Manifestation contre l'inflation.
10 octobre 1972	Grève patronale des transporteurs routiers contre les nationalisations. Organisation des cordons industriels.
2 novembre 1972	Entrée au gouvernement de trois militaires et deux syndicalistes.
28 juin 1973	Tentative de coup d'État militaire.
9 août 1973	Entrée au gouvernement de haut gradés.
23 août 1973	Les députés du Parti national (droite) et de la Démocratie chrétienne déclarent le gouvernement illégal.
Mars 1973	Victoire relative de l'Unité populaire lors des élections législatives.
17 avril 1973	Grève des mineurs du cuivre.
11 septembre 1973	Coup d'État de Pinochet soutenu par la CIA. Mort d'Allende.



Travaux autonomes

Par groupe, vous devez étudier les documents qui vous sont destinés et les replacer dans le contexte du Chili des années 1970-1973.

Vous montrerez en quoi ils éclairent les événements, en quoi ils permettent de mieux les comprendre et quelles explications et interprétations ils donnent.

PRODUCTION : oral 2 minutes

Équipes et sujets :

- 1 – Salvador Allende et son programme - 1 – Soléa - Nathan
- 2 – Salvador Allende et son programme - 2 – Zoé – Nola
- 3 – les réalisations – Baptiste - Chloé
- 4 – de l'opposition à la rébellion – Esteban - Nadine
- 5 – les cordons industriels – Mathis - Anaïs
- 6 – le rôle des États-Unis – Malia - Tessa
- 7 – en guise de synthèse – 1 – Charlotte - Melissa
- 8 – en guise de synthèse - 2 - Louis - Issam

Salvador Allende et son programme - 1

Le socialisme à la chilienne

Pendant la période de transition, les normes juridiques devront répondre aux exigences d'un peuple qui s'efforce d'édifier une société nouvelle. Mais il y aura une légalité [...]

Tandis que nous transformons les structures économiques et sociales, il ne faut pas qu'un bouleversement violent des institutions politiques ouvre la voie à l'arbitraire et aux excès [...].

L'un de nos grands objectifs est de construire une "Aire de propriété sociale". Nous avons déjà amorcé et nous devons poursuivre l'intégration dans le secteur public de la majeure partie des banques, des mines, des domaines agricoles, des monopoles industriels et commerciaux. »

Salvador Allende, *discours du 21 mai 1971 devant le Congrès.*

Le président restait un partisan convaincu de la méthode non violente : il s'agissait pour lui d'inventer « une nouvelle manière de construire la société socialiste par la voie pluraliste » : « Nous empruntons un nouveau chemin, et nous avançons sans guide en terre inconnue, avec comme seule boussole notre fidélité à l'humanisme, particulièrement à l'humanisme marxiste.. » Processus démocratique et non violent, action politique à long terme : la méthode allendiste n'entrait pas précisément dans la typologie des révolutions latino-américaines.. Elle se voulait une utopie raisonnable : « Tel est l'espoir de construire un monde qui dépasse la division entre riches et pauvres (...).

Des divergences de fond existaient au sein de la gauche (...) Plusieurs mois avant les élections de 1970, l'Unité Populaire semblait avoir tranché en faveur de la transition pacifique vers le socialisme. On nationalisa les matières premières, à commencer par le cuivre ; on appliqua la réforme agraire jusqu'à démanteler la grande propriété ; on nationalisa la banque ainsi que plusieurs filiales d'entreprises nord-américaines ; on rectifia l'échelle des impôts et on réajusta les salaires ; un effort sans précédent fut réalisé dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale, du logement.... Bref, on s'attaqua aux fameuses structures socio-économiques, tout en essayant de respecter les lois de la Constitution « bourgeoise ». Des hommes politiques européens venaient faire leur pèlerinage à la source d'un modèle original de progrès social dans la liberté et le légalisme.

Les révolutions d'Amérique latine, P. VAYSSIÈRE, Seuil, 1991, p 225 – 227 (suite)

Au fil des mois, pourtant, l'action législative du gouvernement fut peu à peu paralysée par l'opposition et la Constitution finit par devenir un carcan, une camisole de force pour le président (...) L'affrontement devint inéluctable à partir d'octobre 1972, avivé à l'extérieur par la CIA et le Pentagone.(...)

L'anarchie grandissait au cours des mois de juillet et d'août aggravée par des dissensions réelles au sein de la coalition de gauche (...) Une grève des transports routiers (...) financée par la CIA, bloquait les approvisionnement jusque dans les quartiers populaires. Les forces armées lançaient des perquisitions violentes contre les usines et les sièges de partis de gauche, tandis que des femmes de la « bonne société » défilaient dans les rues en tapant sur des casseroles vides pour protester contre la pénurie. Des bandes d'adolescents cassaient des vitres de magasins ou de voitures pour amplifier l'image du chaos. Les journaux d'opposition (...) les radios et les télévisions s'employaient à augmenter les tensions, les haines et les peurs collectives. Moment chaotique où les extrêmes s'affrontaient ; alors que le général légaliste Prats, ministre de la Défense, démissionnait sous la pression de l'armée et qu'il était remplacé par le général Pinochet, commandant en chef des forces armées (24 août), 800.000 personnes défilaient pour célébrer le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir d'Allende (4 septembre).

Salvador Allende et son programme - 2

Programme de l'Unité Populaire (1969)

(...)Le peuple chilien a conquis, à travers un long processus de lutte certaines libertés et garanties démocratiques, dont la continuité exige de rester vigilants et de combattre sans trêve. Mais le pouvoir en lui-même lui est étranger.

Les forces populaires et révolutionnaires se sont unies (...) pour mener à bien les changements profonds que la situation du pays exige, et ce sur la base du transfert du pouvoir des anciens groupes dominants aux travailleurs, à la paysannerie et aux acteurs progressistes des classes moyennes dans les villes et les campagnes. (...)

Pour rendre ces droits et libertés effectifs, les organisations syndicales et sociales des ouvriers, employés, paysans(...) étudiants, cadres, artisans, petits et moyens entrepreneurs et des autres travailleurs seront appelés à intervenir, chacune à leur niveau, dans les décisions des organes du pouvoir. Par exemple dans les institutions de prévention et de Sécurité Sociale...

Quant aux entreprises publiques, leurs conseils de direction (...) devront compter des mandataires directs des ouvriers et employés (...)

Salvador Allende ou l'espoir brisé , J.-C. Buhrer, Le monde diplomatique, octobre 1973, extraits

Marxiste, Salvador Allende n'avait rien d'un doctrinaire. A la question de savoir s'il croyait possible d'établir sans passer par la dictature du prolétariat, il répondait par l'affirmative. (...) La victoire de l'Unité populaire avait soulevé un immense espoir parmi les masses chiliennes. Le nouveau gouvernement commençait à mettre en pratique son programme économiques et sociales. (...) Il savait que si le suffrage universel l'avait porté à la tête de l'état, le véritable pourvoir économique et financier se trouvait, lui, toujours aux mains de ses adversaires, et que la bataille était loin d'être gagnée. (...) Tout en pressentant la fragilité de sa tentative, Allende avait cru pouvoir ouvrir la voie au socialisme dans le respect de la légalité existante et par des moyens pacifiques. Dans son optique il s'agissait d'une expérience « authentiquement chilienne, adaptée à la réalité du Chili, avec des méthodes chiliennes. » Ainsi avait-il accepté d'entrer dans le jeu d'un régime démocratique bourgeois dont les règles avaient été fixées par ses adversaires. Mais, en dernier ressort, faisant passer leurs intérêts avant toute autre considération, ceux ci n'ont pas hésité à violer leur propre légalité en recourant à la force la plus brutale. (...)

Il est certes toujours facile s'expliquer les erreurs d'un homme d'état après coup. Pour certains de ses partisans, Salvador Allende brûlait les étapes ; d'autres, au contraire, lui reprochaient de ne pas aller assez vite. Pris dans ces deux tendances, il a surtout cherché à pratiquer la politique du possible et à concilier ce qui était parfois inconciliable

a. La visite de Fidel Castro au Chili



En novembre 1971, Fidel Castro fait un voyage diplomatique au Chili. Salvador Allende oriente ainsi un rapprochement de son gouvernement vers le bloc soviétique.

Les réalisations

La présidence d'Allende vue depuis la France

Ayant hérité de la présidence de la république et des ministères que la coalition a répartis entre les divers partis, l'Unité populaire (UP) n'est pas pour autant maîtresse de l'appareil étatique formé des bureaucrates et des fonctionnaires ; l'armée, le capital industriel, financier, agricole et les Etats-Unis sont autant d'éléments potentiellement dangereux. Un programme de nationalisations radicales sera-t-il applicable et, s'il l'est, sera-t-il toléré ? L'UP (à supposer qu'elle reste unie, ce qui n'est pas évident) ne s'enlisera-t-elle pas dans le marécage constitutionnel d'une égalité qu'elle a promis de respecter ? Allende a donné des "garanties" à la démocrate-chrétienne et à l'armée.

On ne sait lesquelles mais il reconnaissait ainsi la démocratie-chrétienne comme grande force politique du moment, sinon du pays.[...] Salvador (Sauveur) Allende (Au delà) porte la grande responsabilité de satisfaire les aspirations au changement du peuple chilien, et il doit faire vite.

S'il va trop vite, s'il ne va pas assez vite, il ne faut pas écarter la possibilité de la guerre civile, et à partir de là celle d'une réaction qui annulerait 140 ans d'un acquis démocratique au Chili, avant d'aggraver la situation du reste de l'Amérique latine.»

Jean Meyer, «Salvador Allende», Esprit, février 1971.

Décret de nationalisation du cuivre, juillet 1971

C'est de ces ressources que dépend l'issue du combat que livre le Chili pour soustraire la plus grande partie de son peuple à la misère matérielle, à l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'intérieur, et à la subordination étrangère, à l'extérieur. Les deux tiers de nos revenus en devises et le financement de près d'un quart du budget de la nation proviennent de l'exploitation du cuivre.



Doc. 2

Les principales réformes d'Allende

Réformes économiques	Réformes sociales	Réformes culturelles
<ul style="list-style-type: none">- Nationalisation de toutes les entreprises de cuivre- Expropriation et contrôle de 300 entreprises en situation de monopole (sidérurgie, banque...)- Réforme agraire, avec confiscation de terres- Haussse des salaires- Gel des prix	<ul style="list-style-type: none">- Programme de santé publique- Ouverture de dispensaires- Programme de logement en faveur des personnes défavorisées- Droit au divorce- Programme de lait gratuit pour les bébés	<ul style="list-style-type: none">- Programme d'éducation en faveur des classes populaires- Ouverture d'écoles primaires dans les quartiers défavorisés- Distribution de fournitures scolaires



Manifestation de soutien au gouvernement – avril 1972

« Chilens, alerte. Pour reconquérir leurs priviléges, les réactionnaires piétinent la loi et [nous] menacent d'une guerre civile. Défendons le gouvernement chilien et ses réalisations »

Parti communiste du Chili

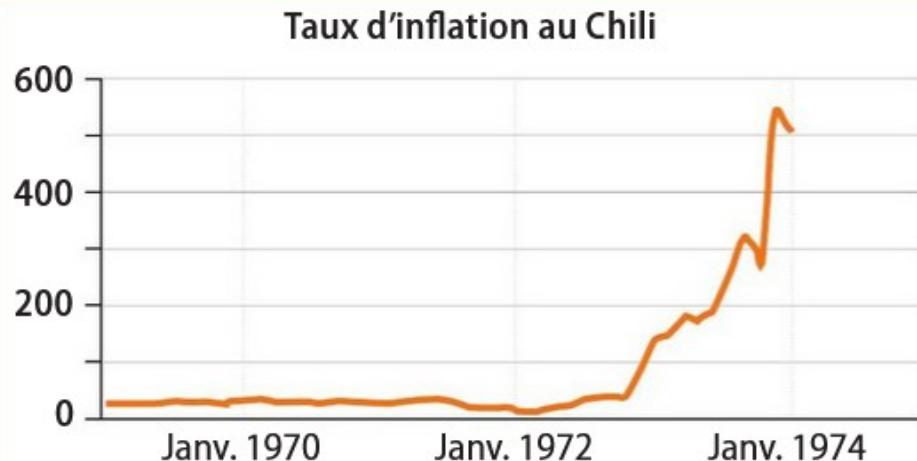
De l'opposition à la rébellion

F. Gaudichaud, *Chili 1970-1973, mille jours qui ébranlèrent le monde*, PUR, 2013, p.79-80

Le Parti National (PN) appelle ouvertement « toutes les forces politiques et les groupes ou corporations professionnelles et de travailleurs pour défendre l'unité nationale contre la lutte des classes fomentées par le marxisme. » (El mercurio, 7 juin 1971) Ce discours est le reflet des sentiments d'un patronat qui organise la riposte face au gouvernement et surtout contre l'agitation ouvrière dans les entreprises. Les grands capitalistes du pays (...) ont montré la voie en quittant le pays et en transférant leurs capitaux vers l'étranger. La SOFOFA, syndicat patronal de la bourgeoisie industrielle se met sur le devant de la scène politique, en organisant une intense campagne de presse contre le gouvernement, sur le thème du chaos économique qui menacerait le pays. Une autre ligne d'action est l'organisation de la petite et moyenne bourgeoisie, qui voit avec terreur le développement des réquisitions de commerces et occupations d'usines...

3 Une politique particulièrement coûteuse

a. L'inflation, l'une des conséquences de la politique d'Allende



Sources : tradingeconomics.com et Instituto Nacional de Estadista.

Le coût de la politique d'Allende fait augmenter les prix des marchandises. Ainsi, progressivement, le président perd le soutien d'une partie de ses alliés politiques et de la population.

b. Les femmes manifestent contre la vie chère



Manifestation de femmes, Santiago, 1^{er} mars 1973.

Dès 1971, des manifestations, dont les « marches des casseroles vides », sont organisées pour protester contre les difficultés d'approvisionnement et l'appauvrissement d'une partie de la population.

Le gouvernement d'Unité Populaire de Salvador Allende a certes commis depuis novembre 1970 un nombre appréciable d'erreurs et de bêtises...

Après une première année faste grâce à une relance du pouvoir d'achat des secteurs les plus défavorisés, l'inflation a commencé à échapper à tout contrôle, la monnaie s'est effondrée, la pénurie s'est installée avec un marché noir florissant. La faillite économique a été accélérée par des mesures, visibles ou invisibles, adoptées par les groupes étrangers directement lésés par les réformes de l'UP. La coupure des lignes de crédit accordées jusqu'alors par des organismes internationaux de financement du développement, la mauvaise grâce de Washington à faciliter la négociation d'un [arrangement], la déjà très lourde dette extérieure, ont encore réduit la marge de manœuvre du gouvernement.(...)

Le Monde, 13 septembre 1973

Les cordons industriels

Les cordons industriels : extraits de la Déclaration de la coordination des cordons industriels de Santiago publiée dans *Chile Hoy*, le 27 juillet 1973, cité dans *;Venceremos !* de F. Gaudichaud, p 117-118.

Les Cordons industriels de la province de Santiago (...) ont décidé de rendre officielle la constitution de la coordination provinciale des Cordons industriels (CPCI), comme résultat de la montée de la classe ouvrière qui a répondu à l'offensive fasciste de la bourgeoisie en s'emparant des usines, des terres et des entreprises (...)

En aucun cas, les Cordons ne prétendent être parallèles à la CUT (Centrale Unique des Travailleurs, *syndicat majoritaire au Chili*) qu'ils reconnaissent comme étant l'organisation suprême des travailleurs chiliens au niveau national. C'est pourquoi la CPCI (...) ne prétend pas assumer la direction de la classe ouvrière dans la province, mais est le produit de la nécessité de coordonner la lutte des différents Cordons industriels.

Les Cordons se sont posés la question du pouvoir et de la constitution d'organisations, embryons du pouvoir populaire (...)

La direction politique incombera aux partis ouvriers qui assumeront le rôle d'avant-garde dans la lutte et au sein de la classe ouvrière. (...)

OBJECTIFS GENERAUX DES CORDONS

- 1 - défendre et élargir les conquêtes du gouvernement et de la classe ouvrière
- 2 - représenter sous forme de démocratie directe les travailleurs du Cordon
- 3 - se constituer en organismes de défense du gouvernement actuel dans la mesure où celui-ci représentera les intérêts des travailleurs
- 4 - approfondir le processus et aiguiser les contradictions de classes. (...)

Les cordons industriels

Au cours des affrontements d'octobre 1972 et des grandes mobilisations de 1973, les revendications purement économiques s'articulent avec les demandes politiques de certaines factions ouvrières radicalisées : cette rencontre se traduit par la formation des cordons industriels.(...)

L'un des aspects saillants de cette réponse du mouvement populaire est la création , au niveau des principales zones industrielles et quartiers périphériques du pays, d'organismes unitaires et transversaux, qui fonctionnent sur une base territoriale et permettent la liaison entre les différents syndicats d'un secteur industriel précis ou au sein des organisations de base d'un quartier. Suivant l'ampleur des couches sociales qu'elles parviennent à réunir, leur degré de pouvoir réel et l'orientation que leur donnent les militants présents, ces organisations vont prendre le nom de « Cordons industriels », « Commandos communaux » , « Comités coordinateurs ».

Au niveau de l'industrie, ces coordinations ouvrières horizontales répondent massivement aux boycotts et lockout patronaux par une vague d'occupations d'usine, qui entre en adéquation avec la mobilisation au sein des principales entreprises de l'APS. Les salariés de ce secteur parviennent ainsi à maintenir la production (...)

A. TOURAIN, *Vie et mort du chili populaire Juillet/Septembre 1973*, Seuil, 1973, p 22-23

Des militants d'usines, généralement passées au secteur social ou sous intervention, se groupent sur une base territoriale : quelques dizaines d'entreprises en général forment le point de départ d'un cordon (...) Tous les militants des cordons ont une appartenance politique précise ; ils n'en sont pas pour autant les délégués de leurs partis. C'est un mouvement de classe. (...)

Que sont les cordons ? Avant tout des organisations de classe. Le thème de leur action est l'expropriation des patrons, le maintien et l'extension des occupations. Même les ouvriers de très petites entreprises occupent les lieux, chassent le patron, veulent passer à l'APS. Les cordons ne sont pas des associations de mal logés ; pas davantage des groupements directement politiques. Ils se constituent sur la base du lieu de travail. C'est un mouvement de classe ouvrier, même si d'autres catégories, en particulier étudiants et enseignants y participent.

Mais ce mouvement de classe qui mobilise ouvriers et syndicats, vise à créer une organisation territoriale, communale, par méfiance contre le gouvernement, par hostilité à l'égard d'autres éléments de l'Etat, par antagonisme à l'égard des forces armées qui de leur côté interviennent, souvent avec une extrême brutalité, dans les usines occupées (...)

Le rôle des Etats-Unis

A la Maison Blanche, H. KISSINGER, Fayard, 1979, t. I, pp. 678-707

Le martyr ultérieur d'Allende a obscurci sa politique. Bien qu'il se soit proclamé socialiste, ses buts, sa philosophie n'avaient aucune ressemblance avec ceux des social-démocraties européennes. Allende avait fondé le parti socialiste du Chili, qui ne se distinguait du parti communiste qu'en se montrant plus révolutionnaire dans son programme et pas plus démocratique dans sa philosophie. Il avait voulu prendre le pouvoir par l'élection avant d'entreprendre la révolution, mais la plate forme sociale et politique qu'il promettait ensuite n'était pas différente de celle du parti communiste. Le principe de base du programme du Parti était que les pratiques démocratiques « bourgeois » n'étaient plus de mise. Par définition, son élection serait la dernière démocratique.(...)

Le mythe d'Allende démocrate a été entretenu avec d'autant plus d'assiduité qu'il est faux. Le fait est que les diverses dispositions prises par le gouvernement Allende furent considérées comme inconstitutionnelles et illégales par la Cour Suprême du Chili, le 23 mai 1973 (...) C'est l'opposition qu'il éveilla à l'intérieur du Chili qui déclencha le coup d'État militaire de 1973, à la conception, à l'organisation et à l'exécution duquel nous ne prîmes aucune part.

UNCLASSIFIED

9 September 1970

MEMORANDUM FOR THE RECORD

SUBJECT: Minutes of the Meeting of the 40 Committee, 8 September 1970

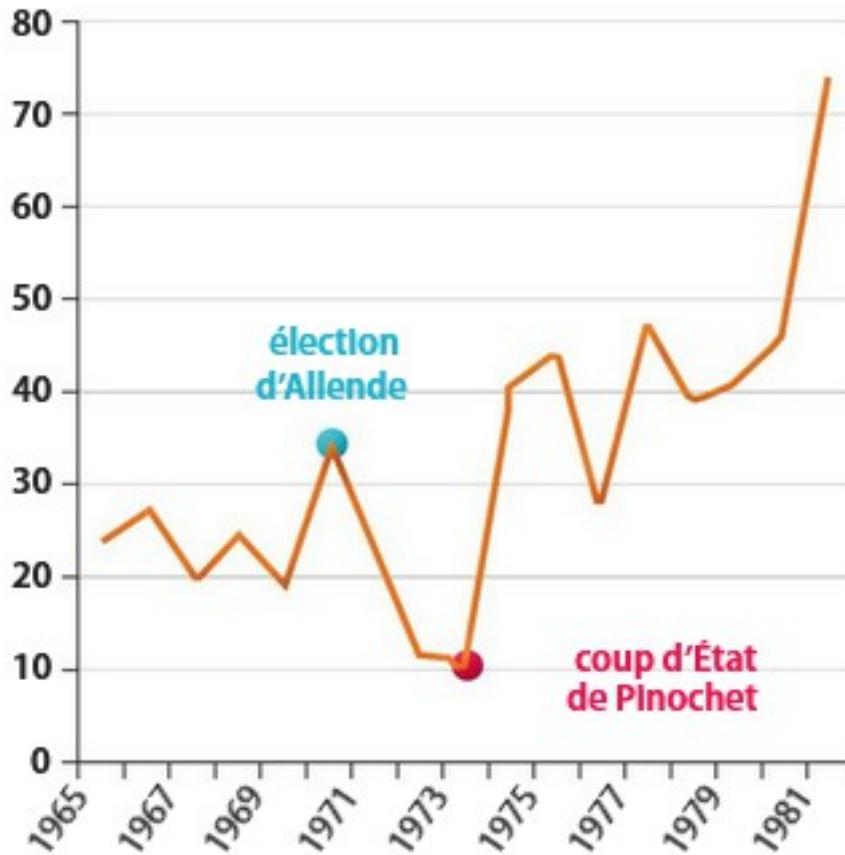
PRESENT: Mr. Kissinger, Mr. Mitchell, Mr. Packard, Mr. Johnson,
Admiral Moorer, and Mr. Helms

Mr. Charles A. Meyer, Mr. Viron P. Vaky, Mr. William McAfee,
Mr. Thomas Karamessines, and Mr. William Broe were also
present.

Chile

a. The Chairman opened the meeting with a reference to Ambassador Korry's excellent cable of 7 September 1970 and asked for an analysis of where prospects now stand for taking any kind of action which might successfully preclude Allende assuming the presidency of Chile following his garnering of a plurality of the popular vote in the elections on 4 September.

Prêts en millions de dollars



Source : Banque mondiale, 2001.

2 La fin des prêts de la Banque mondiale auprès du Chili

Après l'élection d'Allende, les États-Unis et la Banque mondiale décident de limiter l'aide économique en faveur du pays. La baisse des aides provoque une profonde crise économique dans le pays.

Lorsque le président Allende parla du blocus invisible que subissait le Chili du fait de l'impérialisme, et lorsqu'il cita dans son discours au Nations Unies de 1972 la phrase de Pablo Neruda « le Chili est un Vietnam silencieux », il ne faisait allusion qu'aux mesures économiques (...) Dans ce même discours il dénonça les menées clandestines de l'ITT et des sociétés multinationales sans accuser directement le gouvernement des Etats-Unis d'être à la tête de cette politique d'intervention. Ce n'est que le 10 avril 1973, dans son discours à Santiago devant l'Assemblée syndicale mondiale, qu'il révéla publiquement l'existence d'un lien immédiat entre les actes de subversion de l'ITT et le gouvernement nord-américain (...)

Il est maintenant possible de juger dans toute son ampleur cette action systématique du gouvernement nord-américain, au service d'une politique délibérée tendant à détruire, sur tous les plans, depuis le plan économique jusqu'à la subversion militaire, le gouvernement Allende, l'Unité populaire, l'Etat et le mouvement populaire chiliens. Cette politique des Etats-Unis fut appelée au Chili la politique de la « poire blette ». Les Etats-Unis guettaient sur l'arbre le mûrissement de l'expérience chilienne, en contribuant, par leurs actes d'agression, à son mûrissement forcé, afin qu'elle pourrisse et que le régime d'Allende tombe de lui-même. Leur intention était évidente, et les actes d'agression, publics ou privés, cherchaient, selon l'expression espagnole, à « *harcelo madurar a palos* » (le faire mûrir à coups de bâton).

A. URIBE, *Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, Seuil, 1974, p 135

Subversion : bouleversement, renversement de l'ordre établi, des idées et des valeurs reçues, surtout dans le domaine politique

En guise de synthèse - 1

C. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde*, Seuil, 1979, p 211 et 214

Le Chili est un cas exceptionnel qui se situe, sous divers aspects, entre les révolutions nationales qu'elle dépasse par son radicalisme social, sa mobilisation populaire, et les révolutions nationales et sociales, qui se distinguent d'abord du cas chilien par le fait que le pouvoir d'État y est entre les mains des éléments révolutionnaires. L'expérience d'Allende, sans évoquer les interventions américaines, directes ou indirectes, a échoué parce qu'elle a été victime d'une dynamique qu'elle ne contrôlait pas, (ni à droite, ni à gauche) et qu'elle était soit timorée, soit trop extrême...

En fait, Allende était paralysé par son légalisme et la dynamique d'une situation qu'il avait contribué à créer, sans en mesurer sans doute toutes les implications. Les seules transformations radicales au cours de la dernière année furent entreprises par les travailleurs sans le gouvernement, ou malgré les directives explicites de celui-ci. Ne pouvant résoudre la crise économique, politiquement débordé à droite et ne parvenant pas à freiner à gauche, le cul-de-sac chilien ne pouvait se terminer autrement que par un putsch...

Mythes révolutionnaires du tiers monde – Guérillas et socialismes, G. CHALIAND, Seuil, 1979, p. 212-213

Les facteurs extérieurs qui ont amené la chute d'Allende ne peuvent être négligés : durant la demi-douzaine d'années qui précèdent l'expérience Allende, le Chili reçut 1 milliard de dollars en assistance économique par le truchement de divers organismes internationaux dont la banque mondiale (...) Durant le mandat Allende, ces agences, sous contrôle américain, n'accordèrent pratiquement aucune aide mais réclamaient les dettes accumulées par les gouvernements précédents. Après la chute d'Allende le régime Pinochet recevra, dès les 6 premiers mois de son existence, environ 470 millions de dollars de crédit. Parallèlement, la CIA intervenait directement dans le financement de grèves destinées à paralyser l'économie chilienne. Mais ces faits ne doivent pas faire sous-estimer la faiblesse intrinsèque et les erreurs du gouvernement Allende...

L'effort combiné des pressions internes et externes commence à affecter sérieusement le Chili à partir de l'été 1972 : la production industrielle baisse, et bientôt, devant les difficultés politiques, le gouvernement Allende va moins contrôler la situation que chercher à survivre. En octobre 1972, soit 2 ans après la montée au pouvoir d'Allende, la droite chilienne lançait une première offensive : grève des commerçants et des médecins, autoroutes bloquées par les camionneurs, défilés. En riposte, des centaines de milliers de travailleurs occupaient les usines, les faisaient fonctionner et organisaient leurs propres réseaux de distribution. La droite chilienne céda, espérant l'emporter aux élections de mars 1973 mais celles-ci furent [*favorables*] au gouvernement. En juin 1973 une tentative de coup d'État de militaires de droite échoua grâce à l'intervention de militaires légalistes (...) Plusieurs centaines d'attentats étaient organisés en juillet et août 1973 par le groupe d'extrême droit « Patria y Libertad » tandis que les partis légaux envoyaient l'armée désarmer les travailleurs d'usines.

En guise de synthèse - 2

Le coup d'État du 11 septembre 1973 a eu pour but la destruction de l'État chilien
Il s'est agi de priver à jamais le pays de son indépendance souveraine

Deux éléments décisifs se sont conjugués pour produire cet effet : le gouvernement des États-Unis d'Amérique et les traîtres des Forces Armées chiliennes. Sans l'action conjointe de ces deux facteurs, le coup d'État ne se serait pas produit et le chef de l'État ne serait pas mort.

Les généraux renégats sont les représentants d'une classe qui, pour survivre en tant que telle, a renoncé à la nation chilienne et est sciemment devenue l'alliée de l'impérialisme nord américain.

Le gouvernement des États-Unis a eu besoin de détruire le Chili en tant que Nation et en tant qu'État parce qu'il constituait un cas d'indiscipline à l'intérieur du système.

La résistance populaire à l'impérialisme et au fascisme exprime désormais la volonté historique que le Chili redevienne une nation souveraine.

Mais ce qui se passe au Chili concerne aussi le reste du monde. Les États-Unis ont voulu démontrer que la tentative d'un État décidé à promouvoir son indépendance vis-à-vis du système impérialiste et cherchant à y parvenir par des voies démocratiques, n'est possible ni au Chili ni ailleurs.

Le cas du Chili s'insère dans la stratégie globale nord-américaine.

A. URIBE, *Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, Seuil, 1974

Mise à mort du socialisme à la chilienne, Le Monde, P. Kalfon, 11-12 septembre 1983

En fait pour l'Unité Populaire, le compte à rebours avait commencé véritablement trois ans auparavant. Avant même la surprise du 4 septembre 1970, quand le socialiste Allende devança d'une courte tête une droite divisée entre démocrates-chrétiens et conservateurs du Parti National, la CIA, par la compagnie ITT interposée, avait déjà entrepris de conspirer en subventionnant aussi bien les candidates adverses que le journal *El Mercurio*, puissant fabricant d'opinion.

Pour éviter qu'Allende n'obtienne l'investiture indispensable des deux Chambres, ce fut le premier putsch manqué, du 22 octobre 1970 qui coûta la vie au général Schneider, commandant en chef de l'armée, suspect de loyalisme. Or les militaires, au contraire, serrèrent les rangs, et la Démocratie Chrétienne consentit à donner sa bénédiction au « marxiste » Allende, qui put s'installer normalement à la présidence le 4 novembre.

Au cours des trois années agitées du gouvernement d'Unité populaire, les événements ont assez bien correspondu à la stratégie de déstabilisation adoptée à la Maison Blanche par le « comité des 40 », bras occulte du Conseil National de Sécurité des USA : sabotage économique tendant à créer une situation de chaos, refus de tout crédit de financement, manipulation à la baisse du prix du cuivre à la bourse de Londres, refus de livraison ou de vente de pièces de rechange, de produits alimentaires, etc.